

Unité bidépartementale Eure Orne

Alençon, le 24/10/2022

Nos références : 61 / 2022 – 161
Mél : ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ECLOR BOISSONS

20 rue Rouget de Lisle
92130 Issy-les-Moulineaux

Code AIOT : 0005302766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement ECLOR BOISSONS implanté 2 Route de l'Aiguillon LA ROUGE 61260 VAL AU PERCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection, réalisée conjointement avec le SDIS, vise à faire un point de situation quant aux moyens de lutte et de confinement des eaux en cas d'incendie. Elle vise également à faire le point sur les suites données à l'arrêté de mise en demeure du 11 janvier 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECLOR BOISSONS
- 2 Route de l'Aiguillon LA ROUGE 61260 VAL AU PERCHE
- Code AIOT : 0005302766
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société ECLOR Boissons, située à Val au Perche, est spécialisée dans la fabrication de boissons, notamment de cidres et jus de fruits. ECLOR est la branche « boisson » du groupe AGRIAL.

Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées, les installations relèvent désormais du régime de l'enregistrement. Les activités sont encadrées par un arrêté préfectoral du 29 juin 1998, complété les 22 juin 2005, 24 novembre 2008, 8 janvier 2010, 9 septembre 2011, 7 juin 2013 et 13 octobre 2014, ainsi que par les arrêtés ministériels de prescriptions générales concernés.

Un dossier de porter à connaissance a été déposé en février 2021 et complété en juillet 2021. Il s'agit d'un projet d'augmentation de la capacité de stockage de matières premières et produits finis, et d'une augmentation de la capacité d'embouteillage. Il est prévu la création d'un bâtiment de stockage de carton et d'un bâtiment de stockage de produits finis.

Par arrêté préfectoral du 11 janvier 2022, la société a été mise en demeure, notamment, de reprendre l'étanchéité des bassins de collecte des eaux pluviales et des eaux traitées par la station avant rejet vers le milieu naturel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté de mise en demeure du 11 janvier 2022
- Gestion du risque d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été constaté la mise en place du merlon en partie est du site. L'exploitant doit désormais faire procéder aux mesures de bruit, afin de vérifier la conformité suite aux modifications des installations réalisées en 2021/2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Gestion des effluents liquides	AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 3	Lettre de suite préfectorale	9 mois
3	Gestion des effluents liquides	AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 2	Lettre de suite préfectorale	9 mois
4	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/06/1998, article 16.8	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/06/1998, article 16.8	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 26/06/1998, article 14.8	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
7	Entrepôts	Arrêté Préfectoral du 26/06/1998, article 25.17	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose la levée de deux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 11 janvier 2022 : actualisation du plan des réseaux d'eau et mise en place d'un dispositif de transfert pérenne des effluents entre deux bassins de la station de traitement. En revanche, l'exploitant n'a pas procédé aux travaux d'étanchéité des deux bassins de collecte des eaux pluviales et des eaux traitées avant rejet. L'inspection ne propose toutefois pas de sanction administrative à ce stade, en raison de la suspension de ces opérations nécessaire le temps de la réalisation d'une étude concernant la définition des moyens de lutte contre l'incendie et de confinement.

La situation de l'établissement est fragile en ce qui concerne la maîtrise du risque d'incendie, les volumes d'eau disponibles sur le site ou à proximité étant notoirement insuffisants, de même que le volume de confinement des eaux d'extinction actuellement disponible. Dans ce contexte, les constats faits le 20 septembre 2022 mettent par ailleurs en évidence un défaut de culture de sécurité, avec des non-conformités qui portent sur l'accessibilité des moyens de lutte et les conditions de stockage des matières combustibles.

Concernant le risque d'incendie, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant en ce qui concerne :

- les moyens de lutte contre l'incendie : les moyens actuellement en place doivent être renforcés, en lien avec le SDIS. Les volumes d'eau requis ne sont pas respectés malgré la mise en place d'une réserve suite aux travaux d'extension des bâtiments de stockage ;
- le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie : la capacité de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie dans la partie ouest du site est insuffisante (bassins inétanches par ailleurs) ;
- l'accessibilité des robinets incendie armés et des extincteurs ;
- le respect des conditions de stockage des matières combustibles.

Au regard des difficultés identifiées, l'inspection des installations classées sollicite :

- dans un délai de 3 mois, la mise en place, d'un volume d'eau complémentaire dans la partie nord-ouest du site, en dehors des flux thermiques en cas d'incendie ;
- dans un délai de 9 mois, la réalisation d'une étude technico-économique, accompagnée d'un plan d'actions, visant à déterminer :
 - les moyens en eau nécessaires pour la lutte contre l'incendie de l'ensemble du site. Elle pourra utilement s'appuyer sur la méthodologie nationale des études de dangers afin d'étudier les mesures de réduction du risque à la source (réduction de la probabilité d'occurrence et de la gravité en cas de sinistre) et comportera une étude des flux thermiques ;
 - le volume de confinement minimal nécessaire et les solutions techniques proposées pour l'atteindre.

Cette démarche pourra s'avérer itérative. Les moyens de lutte ainsi proposés feront l'objet d'une validation par le SDIS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ECLOR BOISSONS située route de l'Aiguillon à la-Rouge – commune de Val-au-Perche est mise en demeure de respecter, au plus tard sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1998 en actualisant et complétant son plan des réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux.
Constats : Un plan des réseaux actualisé a été transmis par courriel du 11 janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des effluents liquides

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des canalisations et bassins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ECLOR BOISSONS située route de l'Aiguillon à la-Rouge – commune de Val-au-Perche est mise en demeure de respecter l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1998 en mettant en place un dispositif robuste et pérenne de transfert des eaux industrielles entre le bassin tampon et le bassin d'aération en entrée de la station de traitement des eaux, au plus tard sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'en installant une membrane étanche au fond du bassin en aval de la station de traitement, au plus tard sous neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Il a été constaté qu'une canalisation pérenne avait été installée pour le transfert des effluents. En ce qui concerne l'étanchéité du bassin de collecte des eaux traitées avant rejet, en revanche, ce point ne peut être levé. Les travaux n'ont pas été réalisés en raison de la nécessité d'étudier le devenir de ce bassin dans le cadre de l'étude des capacités de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site (voir point de contrôle n°6). C'est la raison pour laquelle l'inspection des installations classées ne propose pas de sanction administrative à ce stade.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois



Canalisation de transfert d'effluent

N° 3 : Gestion des effluents liquides

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des bassins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ECLOR BOISSONS située route de l'Aiguillon à la-Rouge – commune de Val-au-Perche est mise en demeure de respecter, au plus tard sous neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, l'article 14.4 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1998 en installant une membrane étanche au fond de son bassin de rétention des eaux pluviales.
Constats : Les travaux d'étanchéité du bassin de collecte des eaux pluviales avant rejet n'ont pas été réalisés en raison de la nécessité d'étudier le devenir de ce bassin dans le cadre de l'étude des capacités de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site (voir point de contrôle n°6). Ce point ne peut être levé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/1998, article 16.8
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement disposera en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 100 m³/h pendant 2 heures sous une pression de 3 bars.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau-incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assurera de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p> <p>Le réseau d'eau sera maillé et sectionnable, il sera protégé contre le gel et comportera des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.</p> <p>L'établissement disposera d'au moins deux groupes de pompage et de deux sources d'énergie distinctes pour l'alimentation en eau du réseau d'incendie.</p>
<p>Constats : Dans le cadre de l'extension des bâtiments de stockage, le SDIS a rendu un avis le 5 mars 2021, validant la mise en place d'une réserve incendie de 180 m³, mais concluant à l'insuffisance des moyens en eau actuellement disponibles pour la défense incendie de l'ensemble du site.</p> <p>La ressource en eaux en cas d'incendie est actuellement constituée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 poteau situé sur la voie publique, présentant un débit de seulement 41 m³/h, • une réserve d'eau de 180 m³ équipée de 2 poteaux d'aspiration, installée en 2021 suite aux travaux d'extension des bâtiments de stockage. Cette réserve est dimensionnée pour l'extension des bâtiments situés à l'est du site. <p>Les deux bassins de collecte des eaux pluviales et des eaux traitées ne sont pas accessibles aux moyens de pompage du SDIS et ne peuvent être comptabilisés comme une ressource disponible.</p> <p>Cette situation constitue une non-conformité majeure, le débit minimal prescrit n'étant pas atteint.</p> <p>En complément, l'exploitant a évalué les besoins en eau selon la méthodologie nationale D9. Le rapport GES de mars 2022 fait état d'un besoin de 1290 m³/h, soit 2580 m³ sur deux heures. Ces besoins, dimensionnés au regard de la plus grande surface non recoupée des bâtiments (12300 m²), sont très importants ne pourraient pas être mobilisables par le SDIS en cas d'incendie. L'exploitant doit donc rechercher toute mesure visant à réduire ce besoin en eau.</p> <p>L'exploitant a étudié la possibilité de reconvertir une cuve de stockage de vinaigre ou de cidre de 300 m³ en réserve incendie. Toutefois, préalablement à la conversion de cette cuve métallique, il est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • étant donné sa localisation au milieu des bâtiments et installations industriels, de justifier que cette cuve est bien située en dehors des flux thermiques (tolérance pour des flux < 5 kW/m²), y compris l'accès pour les pompiers, • de vérifier l'acceptabilité des zones de corrosion visibles, notamment celles en partie basse (jonction avec le radier en béton), afin de garantir sa tenue mécanique. <p>Concernant la réserve de 180 m³, lors de la visite, il a été constaté qu'un mur coupe-feu (blocs préfabriqués en béton) avait été installé pour la protéger des flux thermiques en cas d'incendie du stockage de palettes situé à proximité et que le marquage au sol avait été réalisé (suites de l'inspection du 19 octobre 2021). L'exploitant devra vérifier les débits des poteaux et transmettre le procès-verbal de réception au SDIS.</p>

Il ressort de l'examen de l'évaluation des besoins en eau, des constats faits lors de la visite et des échanges sur les possibles actions d'amélioration les éléments suivants :

- au regard des moyens de lutte actuellement disponibles et de l'évaluation des besoins en eau réalisée récemment (D9), il s'avère nécessaire de compléter rapidement le volume d'eau disponible pour permettre aux services de secours d'intervenir au mieux afin de préserver les installations en cas de sinistre. Le SDIS recommande notamment d'étudier la possibilité d'installer une réserve à l'entrée nord-ouest du site ;
- l'objectif minimal à poursuivre, fixé par le SDIS, est un volume d'eau de 960 m³ intégrant un recoupement des bâtiments;
- l'exploitant doit étudier les possibilités de réduire la surface maximale non recoupée, avec la mise en place de murs coupe-feu, ce qui permettrait de réduire les besoins en eau ;
- la mise en place de moyens complémentaires doit s'effectuer en dehors des flux thermiques en cas d'incendie (tolérance dans des flux thermiques inférieurs à 5 kW/m²). Une étude complémentaire de type Flumilog portant sur les parties de l'établissement non traitées par le porter à connaissance de février 2021 est à réaliser.

Sur la base de ces études, le SDIS sera en capacité de compléter son avis du 5 mars 2021 afin de déterminer les besoins minimaux en eau requis et leur localisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1998, article 16.8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés et au moins les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs à eau pulvérisée de 6 l minimum (ou à poudre de 6 kg minimum en cas de risque électrique), seront répartis dans les locaux de l'entreprise à raison de 1 pour 200 m² de plancher. L'agent extincteur sera choisi en fonction des risques rencontrés dans les différents locaux, - des robinets incendie armés, - un réseau de sprinklers dans les bâtiments de stockage des produits consommables, - des bacs à sable. <p>Ils devront être maintenus en bon état.</p>
<p>Constats : Les moyens de lutte internes disponibles sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau de 180 m³ équipée de 2 poteaux d'aspiration ; - un réseau de sprinklage qui est installé au sein du nouveau bâtiment de stockage de cartons, alimenté par le réseau public ; - un réseau de robinets incendie armés (RIA), alimentés par forage ; - des extincteurs. <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que de nombreux RIA et extincteurs étaient rendus inaccessibles du fait de l'encombrement liés aux stockages.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

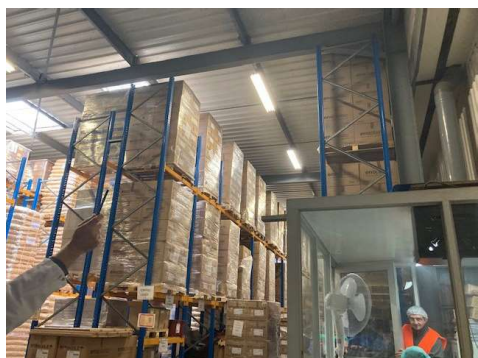


Difficultés d'accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1998, article 14.8
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement en cas de pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.</p> <p>Constats : En ce qui concerne le confinement des eaux d'extinction d'un incendie, un bassin de confinement de 1030 m³ a été mis en place à l'est du site, dimensionné sur la base de l'extension récente des bâtiments.</p> <p>Deux bassins présents au sud-ouest servent à la collecte des eaux pluviales et au rejet des effluents traités par la station interne. Ils peuvent être isolés et servir pour le confinement des eaux en cas d'incendie dans la partie ouest du site. Toutefois, le volume minimal actuellement disponible n'a pas pu être communiqué et s'avère réduit au regard du niveau observé dans les bassins. Cette situation constitue une non-conformité.</p> <p>L'exploitant a évalué le volume nécessaire à confiner en cas d'incendie selon la méthodologie nationale D9a. Celui-ci s'élève à 2190 m³, sur la base d'un scénario intégrant un recoupement des bâtiments par un mur coupe-feu, dont la faisabilité technico-économique n'est pas confirmée (rapport GES de mars 2022). L'exploitant a indiqué avoir étudié la possibilité d'agrandir ces bassins afin de porter leur capacité à 1480 m³, la part réservée au confinement n'étant pas précisée.</p> <p>Les besoins en eau d'extinction incendie n'étant pas définis à ce stade (voir point de contrôle n°4), il en découle que le volume d'effluents à confiner ne peut être déterminé. La réalisation des études précitées sur la défense incendie est un préalable à la définition du besoin en confinement du site. Cette situation conduit à reporter les travaux d'étanchéité des deux bassins objets de la mise en demeure du 11 janvier 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/1998, article 25.17
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc... soient largement dégagés. Les marchandises entreposées en masse (sacs, palettes, etc.) forment des blocs limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surface maximale des blocs au sol : 250 à 1 000 mètres carrés suivant la nature des marchandises entreposées, - hauteur maximale de stockage : 8 mètres - espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 0.80 mètres, - espaces entre deux blocs : 1 mètre, - chaque ensemble de quatre blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 2 mètres, - un espace minimal de 0.90 mètre est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs, cette distance est à adapter en cas d'installation d'extinction automatique d'incendie. <p>Toutefois, dans le cas d'un stockage par paletier, ces conditions ne sont pas applicables si l'entrepôt est d'une installation d'extinction automatique d'incendie.</p>
<p>Constats : Lors de la visite des installations de stockage, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les allées étaient encombrées et utilisées pour stocker des matières, - les espaces entre blocs et parois ne respectent pas toujours les 0,80 mètres (voir photos du point de contrôle n°5), - l'espace minimal de 0,9 m entre la base de la toiture et la partie haute des stockage n'était pas respecté en plusieurs endroits. <p>L'exploitant devra justifier du respect de l'espace minimal requis au sein de l'entrepôt de stockage des cartons, qui est équipé d'un réseau de sprinklage, afin de garantir l'efficacité de ce dernier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours



Non-respect de l'espace minimal de stockage entre la partie haute du stockage et la base de la toiture